



















COMMUNIQUE DE PRESSE

Élections législatives : en fin de vie, le soin doit devenir la priorité, pas la mort provoquée

Le 27 juin 2024

Dans la colère exprimée par les Français à l'occasion des élections européennes, et dans les sujets qui guideront leur vote à l'occasion des prochaines élections législatives, la question de l'accès au soin est prioritaire. Le système de santé reste une préoccupation centrale pour nos concitoyens, devant le terrorisme, le contrôle des flux migratoires ou la lutte contre le réchauffement climatique (IPSOS, mai 2024, <u>Ce qui préoccupe les Français</u>)

Nombreux sont ceux à être révoltés par un hôpital qui ferme des lits ; par la difficulté à trouver un médecin ; par le scandale de voir les personnes âgées, les handicapés et plus généralement les malades mal pris en charge. Cette réalité est particulièrement sensible à la fin de la vie, où une personne sur deux ne peut avoir accès à une prise en charge palliative adaptée à sa situation (<u>rapport</u> de la Cour des Comptes – juillet 2023).

Dans ce contexte, et faute d'avoir été entendus ces derniers mois, nous disons avec force qu'une évolution législative sur la fin de vie mérite du temps, de la pondération, et ne saurait faire l'objet de promesses de campagne expéditives.

Alors que certains envisagent de faire de cette évolution une mesure phare de leur programme pour les législatives, nous rappelons que la précipitation et le passage en force ne sont pas à la hauteur de la rupture éthique qui est ici envisagée. Les premières semaines d'examen sous l'ancienne législature ont montré que ce sujet nécessite de la prudence et une grande clarté pour ne pas s'engouffrer d'emblée dans des dérives incontrôlables.

Sur cette question de la fin de vie, nous appelons l'ensemble des candidats aux législatives à la raison. La priorité est d'améliorer le soin et de le rendre disponible pour tous. Nous ne devons pas le détruire en adoptant à la va-vite un texte clivant qui va à l'encontre des valeurs soignantes.

Contact presse:

SFAP – relations.publiques@sfap.org – 06.80.99.76.63